

Termes de Reference

Activité : A1 -1.4 - Formation au datajournalisme et au fact checking

Titre du Projet	Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF
Partenaires	Tunisie, Côte d'Ivoire, Burkina Faso
Opérateurs	Expertise France et CFI
Directeurs de Projet	Emilie Bècle – Julie Abrivard
Email	Emilie.beacle@expertisefrance.fr ; jad@cfi.fr
Pays/institution	Tunisie
Opérateur sur l'activité	CFI
Activité	Activité : A3 -1.4 Appui au renforcement d'un réseau de journalistes d'investigation

Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d'Action National 2018-2020, la France s'est engagée à soutenir la transparence de l'action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d'action. Le Gouvernement français a ainsi décidé de mettre en place, via un financement de l'AFD, le **Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l'AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d'Expertise Technique Internationale) et CFI (Agence Française de développement médias) ce projet d'Assistance Technique, d'une durée de 3 ans, à destination des pays d'Afrique francophone, et ainsi d'accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l'initiative internationale, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

L'objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d'Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l'action publique et l'accès aux données, l'intégrité de l'action publique et des agents publics et l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d'Afrique francophone dans leur démarche d'adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l'appui aux autorités, et CFI de l'appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d'intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s'attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d'Action National (PAN).

Description des Objectifs de l'activité

Le but de cette activité est de renforcer les connaissances de journalistes d'investigation confirmés aux techniques du data journalisme et du fact checking.

A l'issue de cette formation, les participants devront avoir notamment acquis les connaissances suivantes :

- Révision des bases du datajournalisme
- Méthodes d'extraction des données
- Révision des bases du fact checking, des méthodes de recueil ; collectes et de vérification des faits
- Nettoyage des données et datavisualisation
- Mise en scène de l'information et production de contenu journalistiques
- Etc.

Le contenu précis du programme global et des modules devra être adapté en fonction du niveau de connaissance et des profils des participants

Cette formation de 6 jours maximum devra allier théorie et exercices de mise ne pratique. Cette formation doit être participative et permettre les échanges entre participants.

Un appel à candidature sera publié pour permettre la sélection d'un total de 15 participants obligatoirement journalistes d'investigation confirmées. La sélection des participants se fera essentiellement sur la base d'un questionnaire en ligne qui permettra d'évaluer leur niveau de connaissance en datajournalisme et en fact checking, leur disponibilité et leur motivation.

Prestation à fournir

L'Expert devra :

- Préparer le formulaire en ligne pour évaluer le niveau des potentiels participants ;
- Faire la sélection des participants à la formation ;
- Définir et concevoir le programme et les contenus spécifiques de la formation (module de formation, exercices pratiques etc.) en tenant compte des profils et connaissances des participants sélectionnés ;
- Animer la formation ;
- A la fin de la formation, faire une évaluation pour juger du niveau des participants suite à la formation.

Livrables Attendus et Calendrier des Livrables

- Les supports utilisés durant la formation
- Un Rapport de fin de mission.

Type de contrat

Contrat de prestation intellectuelle

Nombre de jours d'expertise

Le nombre de jours d'expertise à fournir pour cette prestation est au maximum de 12 jours

Calendrier prévisionnel

L'appel à candidature pourrait être lancé courant fin septembre et la formation se tenir en novembre au plus tard

Lieu d'exécution

La formation se tiendra à Tunis et les journées de préparation et de rédaction du rapport de mission dans le lieu de résidence de l'expert

Langue(s) de travail

Français

Profil requis de l'expert

Qualifications et compétences

- Parfaite connaissance du datajournalisme et du fact checking ;
- Connaissance du milieu journalistique tunisien serait un plus ;
- Être un journaliste d'investigation serait être un plus ;
- Excellentes compétences orales et rédactionnelles.

Expérience professionnelle générale et spécifiques

- Expériences probantes en animation de formations en datajournalisme et en fact checking ;
- Avoir déjà réalisés des formations similaires à celle demandée
- Expériences en accompagnement spécifique de journalistes dans la réalisation et la publication d'une enquête utilisant des données ouvertes serait un plus;
- Compétence en pilotage et coordination de projet/mission (organisation, modération, leadership de groupe de travail et atelier).

Soumission des propositions

Les prestataires intéressés doivent impérativement être basés en Tunisie

Les prestataires intéressés doivent inclure les documents suivants dans leurs propositions :

- Une proposition technique détaillant leur compréhension des termes de référence, et surtout la méthodologie proposée et les outils qui pourraient être mis à disposition (40 points)
- Le CV de l'expert ou des experts proposé(s) pour cette prestation, contenant des informations détaillées sur les qualifications, l'expérience et les références appropriées. (40 points)
- Une proposition financière détaillée en jours-homme, en HT et en TTC selon le modèle ci-joint (20 points)
- Les propositions doivent être soumises en français.

La proposition complète doit être envoyée par e-mail au plus tard le 25 septembre 2020 aux adresses suivantes : jad@cfi.fr et pagof.tn@gmail.com